



La débâcle sans issue du commerce extérieur



04:1301/10/2018

★ [Alexandre Mirlicourtois](#)

Présentation

Le déclin de notre commerce extérieur ne date pas d'hier. Le véritable tournant se situe peu avant le milieu des années 2000. Les performances extérieures françaises décrochent brutalement entre 2003 et 2010 pour trébucher de nouveau, après une période d'accalmie. Et la comparaison avec les autres pays de la zone euro traduit l'acuité du problème français. La France régresse plus que les autres sur ses marchés d'exportation.

Même tendance sur le marché intérieur. Le taux de pénétration des importations, qui décolle peu avant le milieu des années 2000, n'a cessé de grimper depuis. C'est le signe d'une hausse des intrants importés commun à toutes les économies, mais aussi de l'abandon de segments entiers de production.

Trois attaques successives

Cette double cassure, interne et externe, est la conséquence de trois attaques successives que les entreprises françaises n'ont pas pu contenir. La première se situe, en fait, bien avant les années 2000, dans la première partie des années 90. Pénalisés par la politique du franc fort, les industriels français doivent en plus faire face coups sur coups aux dévaluations de la lire italienne de la peseta espagnole et de la livre sterling anglaise qui vont provoquer une perte de compétitivité brutale et laminer des pans entiers de l'industrie française, notamment dans les biens de consommation. La première attaque est donc européenne et le fait de nos plus proches voisins. Elle n'est pas immédiatement visible dans l'évolution de nos performances extérieures puisque dans le même temps les importations décrochent, conséquence à la fois de la chute du prix du pétrole après la guerre du Golfe qui réduit la facture énergétique et de l'écrasement de la demande domestique.

Mais le mal est fait et la base exportatrice française a subi un premier assaut et s'est atrophiée. La deuxième vague vient des pays à bas coûts notamment d'Asie, plus précisément de Chine après son entrée dans l'OMC en décembre 2001. C'est une véritable déferlante les importations s'envolent et passent de 10 à 30 milliards entre 2001 et 2007. Avec la grande récession un premier arrêt survient, mais la tendance repart de l'avant peu après. Depuis 2011, les évolutions sont néanmoins plus chaotiques et les importations plafonnent désormais autour de 50 milliards d'euros. Comme les exportations françaises vers la Chine n'ont pas suivi la cadence, le déficit devient astronomique et dépasse aujourd'hui 30 milliards euro. C'est notre plus grand déficit bilatéral. Il est en partie la conséquence d'un choix constant de tous les gouvernements, qu'il soit de gauche ou de droite : à cajoler le consommateur, mais aussi les distributeurs, les industriels ont été sacrifiés et les importations à petits prix encouragés.

Mais la dégradation du commerce extérieur s'explique aussi par les choix stratégiques de grands groupes de délocaliser leur production notamment du côté des PECO pour profiter de leurs bas coûts de production : parmi les PECO membres de l'UE, l'excédent du début des années 2000 a laissé place à un déficit de plus de 6 milliards d'euros. Mais là comme pour la Chine la situation s'est stabilisée depuis plusieurs années.

Les ravages de l'optimisation fiscale

Si les pays à bas coût sont au cœur de la dégradation de notre commerce extérieur jusqu'en 2010-2011, ils ne peuvent être tenus comme premiers responsables des dernières évolutions. C'est une fois de plus du côté de l'Europe qu'il faut regarder, notamment de la zone euro. Car la France perd à nouveau pied par rapport à ses partenaires, la France, qui joue perdant sur

le grand marché avec un déficit passé de 32 à 45 milliards d'euros entre 2010 et 2017 avec les pays membres de la zone euro.

Il y a l'Allemagne bien sûr, mais c'est quasiment de l'histoire ancienne, l'essentielle de la dégradation ayant eu lieu entre 2000 et 2008, au moment où les industriels outre Rhin engrangent les dividendes de leurs réformes structurelles pour restaurer leur compétitivité. Avec quelques années de décalage c'est avec l'Europe du Sud que la France cède du terrain. Une Europe du Sud alors en pleine déflation salariale. Bien entendu, l'affaissement des demandes domestiques qui en a suivi a compliqué la tâche de nos exportateurs. Mais ni le CICE en janvier 2013, ni l'ensemble des mesures pro-offre incluses dans le pacte de responsabilité et de solidarité, n'ont permis de redorer le blason de notre commerce extérieur.

Mais la géographie de nos déficits montre que tout ne relève pas de la compétitivité prix. Le poids de l'Irlande, des Pays-Bas dans nos pertes, montre aussi les ravages de l'optimisation fiscale et de l'intérêt pour les grands groupes de facturer en dehors du territoire. Le commerce extérieur est dans le rouge et l'on ne voit vraiment pas avec qui la vapeur pourrait s'inverser.